

21 octobre 2021

(21-7963)

Page: 1/4

Conseil du commerce des marchandises

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL
DU COMMERCE DES MARCHANDISES
31 MARS ET 1^{er} avril 2021**

PRÉSIDENT: S. E. M. LUNDEG PUREVSUREN

Addendum

Dans une communication datée du 23 juillet 2021, le Président du Conseil du commerce des marchandises (CCM), S. E. M. Lundeg Purevsuren (Mongolie), a annoncé que le CCM reprendrait le 26 juillet 2021 la réunion qui avait été suspendue le 31 mars et le 1^{er} avril 2021¹ pour traiter le point 3 de l'ordre du jour intitulé "Désignation du bureau des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises".

3 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Le Président a rappelé qu'à la réunion du CCM des 31 mars et 1^{er} avril 2021, l'examen du point 3 de l'ordre du jour concernant la désignation du bureau des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises avait été suspendu jusqu'à nouvel ordre en attendant les consultations menées par le Président sortant du CCM. Il avait également été convenu que le précédent Président du CCM, M. l'Ambassadeur Mikael Anzén (Suède), tiendrait de nouvelles consultations sur cette question.

3.2. Le 23 juin 2021, M. l'Ambassadeur Anzén avait envoyé aux coordonnateurs des groupes régionaux une communication indiquant que malgré de nombreuses réunions et consultations, il n'avait pas été possible de parvenir à un accord sur une liste de noms et que deux coordonnateurs de groupe lui avaient recommandé de demander au Président du Conseil général, M. l'Ambassadeur Dacio Castillo (Honduras), de trouver une solution pour sortir de cette impasse. M. l'Ambassadeur Anzén avait fait une demande en ce sens à M. l'Ambassadeur Castillo, qui avait accepté de superviser le processus. Le 2 juillet 2021, après avoir consulté les coordonnateurs des groupes régionaux, M. l'Ambassadeur Castillo a envoyé une communication informant les Membres que les coordonnateurs de groupe étaient parvenus à un accord. Dans la même communication, il avait soumis à l'examen des Membres la liste de noms convenue.

3.3. Dans le cadre des consultations menées par M. l'Ambassadeur Castillo, un autre accord a été conclu, à savoir que les Présidents du CCM et du CCS mèneraient des consultations sur la conduite générale de la désignation du bureau afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise. En outre, il a indiqué qu'un accord supplémentaire avait été trouvé concernant la désignation des présidents pour 2022 et qu'il en informerait le prochain Président du Conseil général. Enfin, il a noté que le processus avait été extrêmement difficile et que la liste de noms proposée reflétait un équilibre très fragile. Il avait donc demandé aux Membres de coopérer et de faire preuve d'une grande souplesse en vue d'adopter la liste et de permettre aux 14 organes subsidiaires de continuer à fonctionner normalement dans les mois à venir.

3.4. Le 7 juillet 2021, M. l'Ambassadeur Castillo a envoyé une deuxième communication indiquant qu'il avait été porté à son attention que des consultations supplémentaires devaient être menées et que par conséquent, la question de la désignation du bureau resterait en suspens afin que ces

¹ Voir les documents WTO/AIR/CTG/18 et G/C/W/793.

consultations puissent se tenir. Il avait également signalé que le Président du CCM reprendrait l'examen de ce point au moment opportun.

3.5. Le 14 juillet 2021, M. l'Ambassadeur Castillo a tenu une autre réunion avec les coordonnateurs de groupes, mais il n'avait toujours pas été possible de parvenir à un accord. Le soir même, le Président du CCM avait convoqué une nouvelle réunion informelle du CCM afin de faire le point sur la situation, bien qu'il ait alors été porté à son attention que des consultations supplémentaires devaient être menées. Les 22 et 26 juillet, M. l'Ambassadeur Castillo a procédé à des consultations supplémentaires avec les coordonnateurs de groupes, mais malheureusement, il n'a toujours pas été possible de parvenir à un consensus sur une liste de noms. Dans une communication datée du 23 juillet 2021, le Président du CCM a aussi informé les Membres que le candidat nommé par l'UE à la présidence du Comité des MIC, M. Tamás Vattai (Hongrie), était en train de changer d'emploi et ne serait plus disponible pour présider le Comité. Par conséquent, les États membres de l'UE avaient nommé Mme Vilma Peltonen (Finlande) à la présidence du Comité des MIC.

3.6. Le Président du CCM a également attiré l'attention des Membres sur le fait que déjà deux organes subsidiaires, le Comité de l'agriculture et le Comité des licences d'importation, n'avaient pas de président. Il a prévenu qu'en raison de cette situation, les Membres risquaient fortement d'être confrontés à de grandes difficultés dans l'organisation des travaux ordinaires des comités. En outre, le problème avait été aggravé par le fait qu'il s'agissait d'une année ministérielle.

3.7. Juste avant la reprise de la réunion formelle du Conseil, le Président du CCM a tenu, conformément à la règle 7.3 des Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC (WT/L/510), une réunion informelle au cours de laquelle il avait fait rapport aux Membres sur le processus qui avait été engagé jusqu'alors pour parvenir à un consensus sur une liste de candidats à la présidence des organes subsidiaires du CCM. Malheureusement, les Membres n'étaient pas parvenus à un consensus. Plusieurs Membres avaient également pris la parole lors de cette réunion informelle pour s'exprimer au sujet de cette situation regrettable, et le Président a donné à ces délégations la possibilité, lors de la réunion formelle du Conseil, soit de reprendre la parole, soit de demander que leur déclaration faite à la réunion informelle soit reproduite dans le procès-verbal. S'agissant des prochaines étapes, le Président du CCM avait l'intention de faire un rapport sur cette question au Conseil général à sa réunion du lendemain et d'achever l'examen du point 3 de l'ordre du jour.

3.8. Le représentant du Chili, s'exprimant au nom des pays du GRULAC, a dit ce qui suit:

3.9. Le GRULAC salue les efforts déployés par les Présidents du CCM et du Conseil général pour résoudre rapidement le problème des présidents. Néanmoins, il regrette que les Membres n'aient pas pu trouver de solution. Comme les Membres le savent, il a présenté trois candidats dans le cadre de ce processus, et seuls deux d'entre eux ont été retenus dans la liste actuelle. Néanmoins, les membres du GRULAC estiment qu'ils peuvent s'accommoder de cette liste dans un esprit de compromis. Le GRULAC attend des autres qu'ils fassent preuve du même esprit de compromis. L'année dernière, il a fait un sacrifice en retirant sa candidature à la présidence du Comité OTC. Il a ainsi véritablement contribué à la résolution de l'impasse dans laquelle se trouvait le processus de désignation de l'année dernière. En retour, il était convenu et entendu que le GRULAC assumerait la présidence du Comité OTC cette année.

3.10. Deux candidats du GRULAC figurent sur la liste actuelle des candidats à la présidence du Comité OTC et du Comité de l'agriculture; il s'agit d'excellents candidats, qui sont très expérimentés dans leurs domaines et connus de leurs pairs de par la qualité de leurs interventions et leur participation active et constructive aux réunions de ces comités. Cela fait plusieurs mois que les Membres se penchent sur cette question de "gestion interne", qui nuit au fonctionnement des organes de l'OMC et mine la crédibilité de l'Organisation en tant qu'enceinte permettant de créer un consensus. Le GRULAC estime qu'il est temps pour l'OMC de passer à des questions plus urgentes, surtout en pleine pandémie et année ministérielle.

3.11. Le GRULAC demande à la délégation indienne de faire preuve de souplesse et d'un esprit constructif dans ce processus. Il croit comprendre que l'Inde est le seul Membre qui ne s'associe pas au consensus pour résoudre cette question de procédure. Enfin, les instructions données par le Président du Conseil général au Président du CCM et au Président du CCS en vue de trouver des critères pour éviter cette situation dans les processus à venir vont dans la bonne direction. La région

du GRULAC contribuera de manière constructive à ce processus et attend des autres qu'ils en fassent de même.

3.12. Le représentant de la Fédération de Russie a dit ce qui suit:

3.13. La Fédération de Russie constate que cette année, le processus de nomination des présidents des organes subsidiaires du CCM avait eu lieu dans un manque sans précédent de transparence. Elle est particulièrement préoccupée par ce sujet. Elle souhaiterait poser deux questions. Premièrement, elle souhaite se référer à la lettre du 2 juillet du Président du CCM, dans laquelle il est fait référence à un "accord supplémentaire concernant la désignation des présidents des organes subsidiaires pour 2022". Par souci de transparence, la Russie propose que le Président précise les détails de cet "accord" ou qu'il confirme qu'un tel accord n'existe pas. Elle avait partiellement compris la réponse à cette question sur la base des déclarations faites par les délégations d'Amérique latine à la réunion informelle; elle considère néanmoins que cette information doit être fournie. Ces ententes ou accords n'étaient pas visibles, ce qui était probablement l'une des causes du problème actuel. De tels accords ne sont pas formellement prévus par les Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC et sont conclus de manière non transparente, ce qui crée des problèmes pour tous. Deuxièmement, dans la même lettre, le Président du Conseil général a informé les Membres qu'il avait chargé le Président du CCM et le Président du CCS de lancer des consultations avec les Membres intéressés afin d'améliorer la procédure de nomination. La Russie demande quand le Président prévoit de lancer ces consultations. Enfin, quelle que soit l'issue de ce processus, les Membres sont confrontés à un grave problème systémique, et la Fédération de Russie attend avec intérêt la discussion qui sera menée à la prochaine réunion du Conseil général, notamment en ce qui concerne la proposition de lancer des consultations en vue de préciser le règlement intérieur.

3.14. Le représentant de l'Inde a dit ce qui suit:

3.15. L'Inde remercie le Président d'avoir expliqué le processus qui a été suivi. À diverses occasions, elle a fait part de ses préoccupations, tant en ce qui concerne le comité par lequel elle est intéressée que le processus de sélection global, à ses interlocuteurs, à savoir le Président du Groupe asiatique des pays en développement Membres, le Président sortant du CCM et le Président du Conseil général. Ces préoccupations n'ont jamais été prises en compte et n'ont parfois pas été transmises aux interlocuteurs concernés, ce qui n'a fait que créer davantage de confusion et de frustration parmi les Membres. Par conséquent, la délégation indienne n'est pas en mesure d'accepter la liste de noms proposée pour les organes subsidiaires du CCM.

3.16. L'Inde est préoccupée par le fait que, en raison des lacunes observées dans le processus actuel de sélection, les Membres risquent de se retrouver dans la même situation dans les années à venir. Elle considère donc qu'il est grand temps que les Membres règlent le problème en mettant en place un système robuste pour éviter que ce scénario ne se reproduise à l'avenir. Par conséquent, à la réunion du Conseil général du lendemain, l'Inde fera une déclaration sur cette question dans laquelle elle soulignera les lacunes du système actuel et présentera ses propositions pour le renforcer. Elle demande donc aux Membres de faire preuve de patience et de suivre avec attention la discussion sur cette question à la réunion du Conseil général du lendemain.

3.17. En ce qui concerne la proposition de confier la présidence au Mexique cette année et à l'Inde l'année prochaine, l'Inde tient à préciser qu'elle est préoccupée par les problèmes systémiques inhérents au processus et qu'elle estime que cette impasse a attiré l'attention de tous sur la nécessité urgente de s'y attaquer. Sachant que cette année se termine dans quatre à cinq mois, l'Inde sera heureuse d'accepter la présidence du Comité OTC cette année, et la même proposition peut être faite au Mexique pour toute l'année prochaine. Elle souhaite également rappeler que la question sera examinée à la réunion du Conseil général du lendemain.

3.18. Le représentant des Philippines a déclaré ce qui suit:

3.19. Les Philippines sont préoccupées par le système et encouragent la poursuite des consultations entre les coordonnateurs régionaux et les Membres. Elles se disent également favorables à l'amélioration du processus de sélection du président. Dans le même temps, elles aimeraient demander au Président s'il existent des règles qui prévoient, en l'absence de consensus, un appel au vote, et souhaiteraient savoir si cette possibilité a été prise en compte au moment des consultations. Elles croient comprendre que, selon les règles du Conseil général, qui sont applicables

aux différents comités, il existe également une règle de vote par défaut, et elles espèrent que cette possibilité pourra être examinée avec le Président du Conseil général afin de garantir que le système continue de fonctionner.

3.20. Le Président a annoncé que la discussion au titre du point 3 de l'ordre du jour était terminée.²

3.21. La réunion a été déclarée close.

² Le Conseil général a approuvé une liste de noms pour les organes subsidiaires du CCM à sa réunion des 27 et 28 juillet 2021. Voir document WT/GC/M/192, paragraphes 22.1 à 22.31.